














**PRÉFET  
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR  
DES TERRES AUSTRALES  
ET ANTARCTIQUES  
FRANÇAISES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet du marché	Assistance à maîtrise d'ouvrage. Renouvellement des centrales de production d'énergie des îles Crozet et Kerguelen des Terres australes et antarctiques françaises.
	N° du marché	2025_07_00
	Forme du marché	Marché à tranches
	Allotissement	Non
	Tranches optionnelles	Oui
	Clause sociale	Non
	Clause environnementale	Oui
	Forme des prix	Prix global et forfaitaire
	Variation des prix	Non
	Avance	Oui
	CCAG applicable	CCAG-PI 2021

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 IDENTIFICATION DES PARTIES.....</b>	<b>4</b>
1.1 ACHETEUR PUBLIC.....	4
1.2 TITULAIRE.....	4
1.3 REPRESENTATION DES PARTIES.....	4
<b>ARTICLE 2 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
2.1 OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ.....	5
<b>ARTICLE 3 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>5</b>
3.1 DUREE DU MARCHÉ.....	5
3.2 DELAIS D'EXECUTION.....	5
3.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	5
<b>ARTICLE 4 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
4.1 LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES.....	6
4.2 OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES GENERALES.....	7
<b>ARTICLE 5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>7</b>
6.1 MODALITES D'EXECUTION DES TRANCHES.....	7
6.2 MODALITES D'EMISSION DES ORDRES DE SERVICES.....	8
<b>ARTICLE 7 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION.....</b>	<b>8</b>
8.1 OPERATIONS DE VERIFICATION.....	9
8.2 DECISIONS APRES VERIFICATION.....	9
<b>ARTICLE 9 CONFIDENTIALITE -SECURITE - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>9</b>
9.1 CONFIDENTIALITE – SECURITE.....	9
9.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	10
<b>ARTICLE 10 MODALITES FINANCIERES.....</b>	<b>11</b>
10.1 NATURE ET FORME DES PRIX.....	11
10.2 CONTENU DES PRIX.....	11
10.3 AVANCE.....	11
10.4 REGLEMENT DES COMPTES.....	12
10.4.1 <i>Demande de paiement</i> .....	12
10.4.2 <i>Calcul du montant dû par le maître d'ouvrage</i> .....	12
10.4.3 <i>Procédure de paiement</i> .....	12
10.4.4 <i>Délais de paiement</i> .....	13
10.4.5 <i>Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance</i> .....	13
10.5 PENALITES FINANCIERES.....	13
10.5.1 <i>Réfaction</i> .....	13
10.5.2 <i>Pénalité de retard dans l'exécution ou la remise de document</i> .....	14
10.5.3 <i>Pénalités pour non-conformité des livrables</i> .....	14
10.5.4 <i>Pénalités pour absence ou indisponibilité injustifiée</i> .....	14
10.5.5 <i>Autres pénalités</i> .....	14
10.5.1 <i>Cumul et mise en recouvrement</i> .....	14
<b>ARTICLE 11 PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>15</b>
13.1 DROIT A LA SOUS-TRAITANCE.....	15
13.2 PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT A L'AGREMENT.....	16
13.3 SOUS-TRAITANCE INDIRECTE.....	16

<b>ARTICLE 14</b>	<b>RESILIATION DU MARCHÉ</b>	<b>16</b>
14.1	RESILIATION SIMPLE A L'INITIATIVE DU MAITRE D'OUVRAGE	16
14.2	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	17
14.3	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	17
14.4	ARRET D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
<b>ARTICLE 15</b>	<b>ASSURANCE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16</b>	<b>FORCE MAJEURE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 17</b>	<b>CLAUSES DIVERSES</b>	<b>18</b>
17.1	LANGUE ET UNITE MONETAIRE	18
17.2	OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	18
17.3	NULLITE D'UNE CLAUSE — DIVISIBILITE DU MARCHE	18
17.4	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	19
17.5	CESSION - NANTISSEMENT	19
17.6	RESPONSABILITE	19
17.7	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	20
<b>ARTICLE 18</b>	<b>ATTRIBUTION DE COMPETENCES</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 19</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-PI</b>	<b>20</b>

**1.1 ACHETEUR PUBLIC**

Acheteur public (dénommé ci-après le maître d'ouvrage ou les TAAF)	<b>Terres Australes et Antarctiques Françaises</b> <b>1 rue Gabriel Dejean</b> <b>97 410 SAINT-PIERRE</b> <b>Tel. : + 262 (0)2 62 96 78 78</b> Adresse mail du service : <a href="mailto:service-achat@taaf.fr">service-achat@taaf.fr</a>
Représenté par	La préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises
Personne habilitée à donner les renseignements relatifs au nantissement ou à la cession de créance	La préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises
Comptable assignataire	Le directeur régional, administrateur des finances publiques Direction régionale des finances publiques Division des Réseaux - Gestion fiscale & Collectivités locales

**1.2 TITULAIRE**

L'attributaire (candidat individuel ou groupement d'entreprises) signataire du marché est désigné ci-après par le « Titulaire ».

Ses caractéristiques sont précisées à l'acte d'engagement.

**1.3 REPRESENTATION DES PARTIES**

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-PI, dès la notification du marché, le Titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution des prestations et notifient cette désignation à le maître d'ouvrage ou au Titulaire.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

Le maître d'ouvrage désigne d'ores et déjà, en sus de son représentant légal, les personnes occupant les fonctions suivantes pour le représenter durant l'exécution du marché :

- Secrétaire Général(e),
- Le Directeur des Services Techniques,
- Le ou les référents en charge du suivi du marché au sein de la Direction des Services Techniques.

Si le Titulaire est un Groupement d'entreprises, la personne physique désignée est membre de l'entreprise mandataire du groupement. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement et de chacun des intervenants.

En cas de modification de l'adresse électronique ou du domicile élu, le Titulaire en avertit le représentant du maître d'ouvrage par tout moyen permettant d'en attester la date et l'heure de réception.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

## Article 2 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### 2.1 OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement des centrales de production d'énergie des îles Crozet et Kerguelen des Terres australes et antarctiques françaises, (ci-après « les TAAF » ou « le maître d'ouvrage »).

La consistance des prestations est décrite dans le présent document, le CCTP et les pièces financières.

Le présent marché n'est pas alloti, il est décomposé en tranches comme suit :

- **Tranche ferme** : projet de renouvellement de la centrale du district de Kerguelen.
- **Tranche optionnelle n°1** : Organisation des visites de sites existants - RETEX
- **Tranche optionnelle n°2** : Accompagnement dans le suivi des travaux
- **Tranche optionnelle n°3** : Assistance après la réception des travaux
- **Tranche optionnelle n°4** : Mission d'assistance juridique
- **Tranche optionnelle n°5** : Mission sur les Australes
- **Tranche optionnelle n°6** : projet de renouvellement de la centrale du district de Crozet.

## Article 3 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

### 3.1 DUREE DU MARCHÉ

Le marché court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme jusqu'à la garantie de parfait achèvement des travaux conformément à la proposition de temps de tâches (délais plafonds mentionnés au CDPGF).

La durée prévisionnelle du marché est de 4 ans.

### 3.2 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont ceux mentionnés dans le CDPGF, ils sont donnés à titre indicatif et ne peuvent être supérieurs aux délais plafonds indiqués qui sont contractuels.

Les délais comprennent la remise du ou des livrables correspondants au poste visé et ne comprennent pas le délai de validation du maître d'ouvrage.

Ils commencent à courir à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage (de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle).

Un délai différent pourra être mentionné sur l'ordre de service lors de sa notification, sans pouvoir être inférieur aux délais proposés par le Titulaire, sauf accord exprès de ce dernier. Dans un tel cas, le délai figurant sur l'ordre de service aura valeur contractuelle et prévaudra sur le délai mentionné dans le CDPGF.

### 3.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Par conséquent, si une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire (fait du maître d'ouvrage public, évènement ayant le caractère de force majeure...) fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels, une prolongation de ces délais pourra être accordée par le maître d'ouvrage public.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale au maître d'ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

**Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI**, le Titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution de l'ordre de service, dans le cas où l'ordre de service arrive à échéance dans un délai inférieur à dix (10) jours calendaires. Il indique, par la même demande, au maître d'ouvrage la durée de la prolongation demandée.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que l'ordre de service concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage vaut refus de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **Article 4    PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

### **4.1    LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES**

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI**, les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (en cas d'omission, imprécision ou contradiction entre elles, elles s'interpréteront dans cet ordre) :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le Cadre de Décomposition du Prix Global Forfaitaires (CDPGF), à l'exclusion de la colonne sur les quantités et de la colonne des totaux ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres dont l'exemplaire original conservé par le maître d'ouvrage fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres dont l'exemplaire original conservé par le maître d'ouvrage fait seul foi,
5. Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la publication du marché,
6. Le Mémoire Technique du Titulaire,

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Toute clause limitative d'exécution ou de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Il est précisé que les éléments contenus dans l'offre technique du Titulaire constituent un engagement unilatéral du Titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra en conséquence à tout moment exiger du Titulaire le strict respect desdites dispositions. Le non-respect du Titulaire des dispositions contenues dans son Mémoire Technique est susceptible d'entraîner l'application de pénalités à son encontre.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation ou refus d'exécuter les prestations selon les prescriptions du marché. Le maître d'ouvrage, son représentant ou tout autre intervenant mandaté par le maître d'ouvrage ne seront pas tenus de respecter les éventuelles obligations ou contraintes mises à leur charge par le Titulaire dans son offre Technique.

Les exemplaires des pièces constitutives du marché conservés par le maître d'ouvrage public font seuls foi en cas de litiges.

Par ailleurs, il est précisé que les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables pour les points sur lesquels elles viennent en contradiction avec les différents documents contractuels du marché et lorsqu'elles prescrivent des règles contraires à celles applicables en matière de marché public ou moins favorables au maître d'ouvrage que celles prévues au présent marché.

## **4.2 OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES GENERALES**

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés à l'article 4.1 du CCAG-PI, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux (y/c ceux des TAAF) et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Le Titulaire a le devoir de connaître les mises à jour de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas de modification pendant la durée du contrat des normes ou règlement auxquels les pièces du marché se réfèrent ou intéressant son activité pour l'exécution du présent marché, le Titulaire doit en informer par écrit les TAAF dès qu'il est censé en avoir eu connaissance en sa qualité de professionnel et doit le prendre en compte dans la rédaction des pièces qui lui sont demandées.

Cette information doit préciser les incidences de cette évolution et les modifications éventuelles des termes du contrat à prévoir pour se conformer aux règles nouvelles. La décision des TAAF lui est notifiée dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'information du Titulaire. A défaut de réponse des TAAF, la modification telle que proposée n'est pas prise en compte. La modification des termes du contrat pour se conformer aux règles nouvelles **n'emporte pas un droit automatique à révision de sa rémunération** pour le Titulaire.

En l'absence d'information du Titulaire, la modification éventuelle demandée par le maître d'ouvrage est intégrée dans ses prestations de plein droit, sans incidence sur la rémunération du Titulaire ni préjudice des pénalités susceptibles de lui être appliquées. **Ces dispositions viennent déroger aux articles 5.2 (protection des données à caractère personnel, 6 (protection de la main d'œuvre et des conditions de travail) et 7.2 (protection de l'environnement, sécurité et santé) du CCAG-PI.**

## **Article 5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS**

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser toutes les formes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception.

**Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-PI**, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'Acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de mise à disposition du document sur le profil d'Acheteur.

Les autres dispositions de l'article 3 du CCAG-PI sont applicables.

## **Article 6 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **6.1 MODALITES D'EXECUTION DES TRANCHES**

La consistance et la détermination des tranches (ferme et optionnelles) sont définies dans le présent CCAP, le CCTP et le CDPGF.

Le maître d'ouvrage est engagé uniquement sur la tranche ferme, en revanche le titulaire est engagé sur toutes les tranches du marché public.

La tranche ferme sera actionnée par un ordre de service, valant démarrage du marché.

Les tranches optionnelles seront également affermies par un ordre de service.

Le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnité d'attente ou de dédit si les tranches optionnelles sont affermies avec retard ou si elles ne sont pas affermies.

## **6.2 MODALITES D'EMISSION DES ORDRES DE SERVICES**

Les ordres de service sont notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire. En cas de groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul, qualité pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

**Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI**, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de sept (07) jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

**Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI**, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

**Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI**, le titulaire peut refuser d'exécuter un l'ordre de service de démarrage (tranche ferme), s'il lui est notifié plus de un (01) an après la notification du marché.

## **Article 7 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE**

A défaut de l'avoir indiqué à l'article 4 de l'Acte d'engagement, le titulaire désignera, dans un délai de trois (03) jours ouvrés à compter de la notification du marché, deux référents, interlocuteurs directs du maître d'ouvrage :

- Un référent administratif, interlocuteur direct du maître d'ouvrage pour la gestion administrative et financière du marché.
- Un référent technique qui sera chargé de centraliser et de piloter les prestations commandées, interlocuteur direct du maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations objet du marché.

En cours d'exécution, si l'une de ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le Titulaire devra en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Il devra alors désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI et le maître d'ouvrage pourra cependant le récuser dans les conditions du même article.

En complément de l'article précité, le maître d'ouvrage se réserve le droit de récuser pendant toute la durée du marché ceux des personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, inclus l'interlocuteur dédié nommément désigné. L'inadaptation du/des personnels sera constaté de plein droit en cas de manquement répété dans l'exécution de leurs prestations, notamment en cas de retard ou d'incomplétude dans les réponses apportées aux sollicitations du maître d'ouvrage, d'erreurs lors de la réalisation des prestations commandées ou d'attitude déplacé de son représentant. Le maître d'ouvrage pourra alors récuser le/les personnels concernés par courrier simple motivé adressé par voie électronique.

Le Titulaire proposera alors un remplaçant dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI et le maître d'ouvrage pourra cependant le récuser dans les conditions du même article.

La récusation du personnel du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité ni à la prolongation automatique du délai d'exécution des prestations commandées.

## **Article 8 OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION**

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux prescriptions du marché.

En cas de non-respect des clauses contractuelles, le Titulaire engage sa responsabilité et le marché pourra être résilié à ses torts exclusifs sans prévaloir d'une quelconque indemnisation.



## 8.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Il sera fait application de l'article 28.2 du CCAG-PI avec les précisions suivantes.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au maître d'ouvrage de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

**Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI**, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de **quatre mois** pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

**Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG-PI**, le point de départ des opérations de vérification est la date de réception des livrables ou la date de réalisation des prestations par le Titulaire.

La date de réception des livrables ou la date de réalisation des prestations doit être portée à la connaissance du maître d'ouvrage par une voie permettant d'attester de la réception effective par les services du maître d'ouvrage (courrier RAR ou par voie électronique avec accusé de réception).

**Par dérogation à l'article 28.4 du CCAG-PI**, les éventuels frais de vérification sont à la charge du titulaire.

**Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI**, le maître d'ouvrage n'est pas tenu d'aviser le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

## 8.2 DECISIONS APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Le contenu des livrables est décrit dans le CCTP. Après vérifications des livrables, le maître d'ouvrage peut :

- si la quantité et la qualité des livrables fournis est conforme aux attendus du maître d'ouvrage, l'admission sans réserve sera prononcée.  
Le règlement de la prestation devient définitif.
- Si la quantité et la qualité des livrables n'est pas entièrement conforme et ne peut être admise en l'état sans modifications et/ou compléments, le maître d'ouvrage informe le Titulaire du rejet total ou partiel des livrables.  
Dans un délai de **quinze (15) jours**, le Titulaire peut présenter ses observations. A défaut d'observations dans ce délai, la demande de modification et/ou de compléments est réputée acceptée.  
Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le maître d'ouvrage dispose ensuite de **quinze (15) jours** pour lui notifier une nouvelle décision.  
Le Titulaire s'engage alors à procéder aux modifications et/ou compléments nécessaires jusqu'à l'obtention de livrables conformes aux exigences définies par le maître d'ouvrage.  
Le règlement de la prestation ne pourra intervenir qu'une fois que les livrables seront jugés conformes par le maître d'ouvrage.

## Article 9 **CONFIDENTIALITE -SECURITE - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Il sera fait application des articles 5 et 32 du CCAG-PI.

### 9.1 CONFIDENTIALITE – SECURITE

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux informations, aux données et documents recueillis au cours de l'exécution des prestations.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature et sur quelque support que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Les TAAF ne sauraient être tenues responsables en cas de manquement aux obligations de confidentialité ainsi qu'aux mesures de sécurité imputable au Titulaire.

## **9.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle découlant du présent marché sont régis conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle et des articles 32 à 35 du CCAG-PI pour toute la durée légale des droits de propriété intellectuelle.

Le titulaire cède au maître d'ouvrage un droit de propriété sur les résultats (notamment les études) découlant de la réalisation du présent marché. Le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle est compris dans le montant total du marché.

Les résultats sont définis à l'article 32 du CCAG-PI.

Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35 du CCAG-PI et sous réserve des précisions ci-après.

En complément des articles 35 35.2.1, 35.2.2, 35.2.3 et 35.4 du CCAG-PI, il est précisé que cette concession vaut également pour tous les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché. Elle confère au maître d'ouvrage notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter et/ou de publier, de modifier, d'arranger, de corriger, en tout ou partie, les résultats.

Le maître d'ouvrage pourra utiliser les résultats pour tous les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment la préparation, la passation et la publication de marché(s) public(s) pour la réalisation de projets dans lesquels ils s'insèrent.

Pour ce faire, les résultats pourront être publiés sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics des TAAF et accessibles par tout visiteur de cette plateforme.

Dans l'éventualité où le Titulaire envisagerait une exploitation commerciale des résultats, celle-ci est soumise à l'accord préalable et écrit du maître d'ouvrage, qui peut la refuser, **par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG-PI.**

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG-PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le Titulaire à le maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 33.2 du CCAG-PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique. Néanmoins par défaut, la concession de droit permet aux TAAF de modifier, adapter, traduire ces connaissances antérieures, lorsque ces dernières sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats.

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats définis au présent article du CCAP ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage sauf accord écrit contraire conclu entre les parties.

### 10.1 NATURE ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées selon les prix Global et forfaitaire figurant au cadre de décomposition des prix global et forfaitaire.

Les prix sont fermes et définitifs.

### 10.2 CONTENU DES PRIX

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI dont il sera fait application, les prix comprennent notamment :

- Les prix des prestations décrites dans les pièces du marché et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés ;
- Les frais d'assurances souscrites par le Titulaire pour couvrir son activité professionnelle ;
- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire : le prix comprend également toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts, taxes ou autres, une marge pour risque et bénéfice, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- En cas de sous-traitance : le prix est également réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle des prestations confiées au sous-traitant ainsi que les conséquences d'éventuelles défaillances ;
- L'intégralité des prestations détaillées dans les annexes financières du marché jointes à l'acte d'engagement ;
- Le temps passé par prestation ;
- L'élaboration et le suivi de toutes les correspondances nécessaires et liées à l'exécution des missions qui lui sont confiées ;
- Les frais administratifs.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution des prestations.

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, tient compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans les pièces du marché.

Le Titulaire s'engage à appliquer à ces prix les remises générales ou les remises spécifiques habituellement pratiquées à l'égard de sa clientèle.

En cas de promotion exceptionnelle, le Titulaire en informe le maître d'ouvrage et applique le tarif le plus avantageux pour le maître d'ouvrage entre celui qui résulte des conditions normales d'exécution du marché, remise comprise, et celui qui résulte de la promotion sans remise.

Tous les prix sont établis en euros.

### 10.3 AVANCE

Sauf renonciation expresse du Titulaire à l'Acte d'Engagement, une avance de 10% sera versée sur chaque tranche affermie dont le montant est supérieur à 50 000€HT et le délai d'exécution supérieur à deux (2) mois, selon les dispositions de l'article R2191-3 et par dérogation à l'article R2191-17 du Code de la commande publique.

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI pour le calcul de l'avance.

L'avance est versée dans les 30 jours qui suivent la notification de l'ordre de service concerné. Le Titulaire ne facture pas l'avance.

L'avance est remboursée lors du règlement du solde.

## 10.4 REGLEMENT DES COMPTES

### 10.4.1 *Demande de paiement*

Les demandes de paiement se font à l'avancement du marché (pour chaque poste prévu dans le CDPGF).

Les demandes de paiement sont datées et établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché
- La désignation ainsi que la date de livraison des fournitures ou des prestations admises ;
- Le détail des prix unitaires de chacune des fournitures ou prestations admises ;
- Le détail des fournitures commandées mais non livrées et leurs prix unitaires ainsi que le montant total du reste à livrer ;
- Le montant total hors TVA des prestations admises et application de la réfaction ou pénalités le cas échéant ;
- Le cas échéant, le montant de la réfaction et des pénalités appliquées, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Le cas échéant, le montant des remises et promotions exceptionnelles du Titulaire ;
- Les éléments éventuellement assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- Le montant total final, toutes taxes comprises
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

### 10.4.2 *Calcul du montant dû par le maître d'ouvrage*

Le montant des sommes dues par le maître d'ouvrage est calculé selon les modalités d'admission de la commande :

- En cas d'admission sous réserve : le montant dû est celui de la commande minorée, le cas échéant, de la réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission sans réserve : le montant dû est celui de la commande minorée des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission avec réfaction : le montant dû est celui de la commande minorée de la réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission partielle avec rejet : le montant dû est celui de la commande minorée des livraisons rejetées et des éventuelles pénalités.

### 10.4.3 *Procédure de paiement*

La demande de paiement est transmise par l'intermédiaire du portail de facturation électronique Chorus Pro :

[https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm/?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index)



L'interface prévoit des tutoriels notamment à cette URL : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>



Les TAAF ont la possibilité de refuser toute demande de paiement lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.



La demande de paiement ne peut être valablement transmise avant l'admission sous réserve des TAAF. Cette admission sous réserve est prononcée au plus tard **quinze (15) jours** après la livraison. En l'absence de décision transmise par les TAAF dans ce délai, les prestations sont réputées admises sous réserve et le Titulaire est autorisé à remettre sa demande de paiement.

Les TAAF acceptent ou rectifient la demande de paiement. Elles la complètent, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les refactions imposées.

Elles arrêtent le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, elles notifient le montant ainsi arrêté au Titulaire.<sup>1</sup>

#### 10.4.4 Délais de paiement

Les paiements seront effectués dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement, sous réserves de l'admission des prestations.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le présent marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.<sup>2</sup>

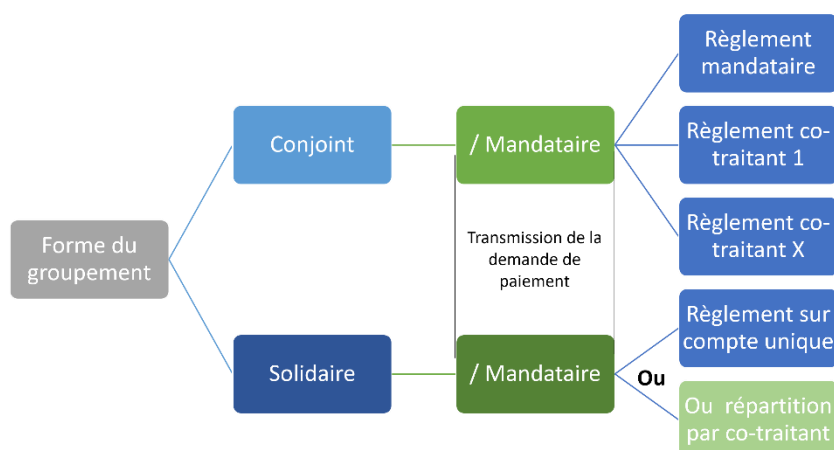
Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est également versée. Son montant est de 40€, conformément aux stipulations de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

#### 10.4.5 Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

Il est fait application de l'article 12 du CCAG-PI avec la précision ci-dessous.

En cas de groupement solidaire, les membres du groupement peuvent prévoir une répartition des paiements entre les membres du groupement et un règlement sur des comptes unique ou respectifs. Le mandataire peut ne pas être le seul gestionnaire du compte unique.

Seul le mandataire peut transmettre les demandes de paiement et formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.



## 10.5 PENALITES FINANCIERES

### 10.5.1 Réfaction

Lorsqu'une prestation a été effectuée de manière défectueuse ou ne correspondant pas aux attentes du maître d'ouvrage, il y a lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants.

<sup>1</sup> En cas de contestation sur le montant des sommes dues, les Taaf règlent les sommes qu'elles ont admises. Après résolution du désaccord, elles procèdent, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

<sup>2</sup> Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 10.5.2 Pénalité de retard dans l'exécution ou la remise de document

Les dispositions ci-dessous sont applicables à chaque poste du CDPGF y/c l'ensemble des documents liées demandés au titulaire en lien avec le projet.

Pour la mise en œuvre des pénalités, il sera fait application de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI** il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI**, en cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, celui-ci encourt dès le premier jour de retard les pénalités suivantes par jour ouvré de retard, sur constat simple des TAAF :

Retard constaté	Pénalité
Non-respect du délai d'exécution des prestations	200 € par jour de retard constaté

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI**, le montant des pénalités ne peut excéder 20% de la part des prestations soumis à un délai d'exécution, réalisée avec retard

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI**, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

### 10.5.3 Pénalités pour non-conformité des livrables

Lorsque les prestations ou livrables remis par le titulaire ne sont pas conformes aux exigences du marché, à la commande ou aux prescriptions du CCTP, et nécessitent des corrections ou des compléments :

Une pénalité forfaitaire de 200 euros hors taxes pourra être appliquée pour chaque document ou livrable non conforme.

En cas de réitération, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'augmenter cette pénalité ou de mettre en œuvre les dispositions de résiliation prévues au marché.

### 10.5.4 Pénalités pour absence ou indisponibilité injustifiée

En cas d'absence non justifiée des intervenants désignés dans l'offre, ou en cas de manquement à l'obligation de disponibilité lors des réunions ou des phases critiques du projet, des pénalités pourront être appliquées :

100 euros hors taxes par demi-journée d'indisponibilité injustifiée ou de non-participation aux réunions obligatoires.

### 10.5.5 Autres pénalités

Manquement	Pénalités
Absence d'un interlocuteur dédié	Pénalité forfaitaire de 100€ par manquement constaté
Autre manquement mineur	Pénalité forfaitaire de 50 € par manquement constaté
Autre manquement majeur	Pénalité forfaitaire de 200 € par manquement constaté
Non remise des documents sur support informatique	Pénalité forfaitaire de 200 € par manquement constaté

### 10.5.1 Cumul et mise en recouvrement

Les pénalités prévues ci-dessus sont cumulables entre elles. Elles seront notifiées au titulaire par courrier ou courriel, et seront prélevées sur les sommes dues au titre du marché, ou à défaut, recouvrées selon les modalités applicables aux créances publiques.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. La qualification de manquement « majeur » ou mineur » relève de l'appréciation du maître d'ouvrage. En cas de contestation du Titulaire celui-ci présente ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la notification du manquement par le maître d'ouvrage. A défaut d'observation dans ce délai, la qualification du manquement est réputée acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, les TAAF disposent ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision quant à la nature du manquement constaté.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> A l'issue de ce délai, en l'absence de notification par les TAAF, les observations du Titulaire seront réputées ne pas être prises en compte.

## Article 11 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le maître d'ouvrage n'entend pas confier au Titulaire dans le cadre du présent marché la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles pour son compte.

## Article 12 CLAUSE DE REEXAMEN

Il est précisé que le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de traiter hors du présent marché, des prestations relevant du domaine de ce dernier et qui présenteraient un caractère exceptionnel par leur complexité, leurs spécificités techniques et/ou financiers ou leur condition de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement du marché.

Sont notamment visés les cas suivants :

- Dans le cas d'une prestation que le Titulaire ne serait pas en capacité d'assurer (y compris s'il n'est pas en mesure de respecter les délais d'exécution ou de répondre aux contraintes de planning ;
- Dans le cas où des prestations particulières relèveraient d'un projet d'ensemble dont la programmation est arrêtée, et/ou d'un accord conclu avec un tiers.

Le marché modifié pour intégrer des prestations supplémentaires et/ou modificatives liées notamment à l'événement suivant :

- Nécessité de réaliser une nouvelle typologie d'analyse,

Pour ce faire, les TAAF se réserve la possibilité de solliciter le Titulaire qui s'il est en mesure de fournir les prestations supplémentaires lui remettra une proposition technique et financière ; celle-ci sera arrêtée avec les TAAF.

En cas d'accord sur ladite proposition, les prestations feront l'objet soit d'une modification du marché par avenant, conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, soit d'un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires en application de l'article R2122-7 dudit Code.

Toutefois, aucune exclusivité ne saurait être imposée aux TAAF en ce qui concerne ces prestations. Les TAAF pourront les traiter hors du présent marché en sollicitant une/des entreprise(s) tierce(s).

De même, en cas de désaccord entre les TAAF et le Titulaire sur les conditions -notamment financières- de l'avenant, les TAAF se réservent la possibilité de recourir à une/des entreprise(s) tierce(s).

Enfin, il est précisé que les TAAF se réservent le droit de modifier entièrement ou partiellement un bon de commande.

## Article 13 SOUS-TRAITANCE

### 13.1 DROIT A LA SOUS-TRAITANCE

Il est fait application de l'article 3.6 CCAG-PI et des articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Sous réserve des dispositions susvisées, le Titulaire peut sous-traiter en cours d'exécution de certains services, **à condition d'avoir obtenu préalablement du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

La sous-traitance autorisée provoque obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Dans tous les cas, le Titulaire reste entièrement responsable vis-à-vis de de le maître d'ouvrage de l'exécution du service sous-traité et du respect de la convention.

Pour l'exécution des services sous-traités, le ou les sous-traitants seront soumis à l'instar du **Titulaire**, à toutes les clauses du présent marché.

Le Titulaire se doit par ailleurs de respecter toutes les conditions légales et réglementaires qui s'imposent à lui dans le cadre du choix et du conventionnement avec d'éventuels sous-traitants.



## 13.2 PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT A L'AGREMENT

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes seront réalisées selon les modalités définies à l'article R2193-3 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG -FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial une attestation sur l'honneur de son sous-traitant :

- De n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 11 du Code de la Commande Publique
- D'être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du Titulaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire du marché (article 39 du CCAG-PI) <sup>4</sup>.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-PI, les TAAF notifieront, après signature, au Titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de la déclaration de sous-traitance qui lui revient.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

## 13.3 SOUS-TRAITANCE INDIRECTE

La sous-traitance indirecte est également autorisée selon les modalités fixées par l'article 3.6 du CCAG-PI. En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire **accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.**<sup>5</sup>

## Article 14 RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation du présent marché sont définies aux articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI.

Etant précisé que tout manquement (tel que mauvaise exécution ou non-exécution) aux obligations contractuelles du Titulaire dûment constaté constitue une faute susceptible d'entraîner une résiliation pour faute, en complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI.

## 14.1 RESILIATION SIMPLE A L'INITIATIVE DU MAITRE D'OUVRAGE

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du Titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être motivée et notifiée au Titulaire dans un délai minimal d'un (1) mois avant la prise d'effet de la décision de résiliation.

---

<sup>4</sup> Sans préjudice de l'application du chapitre 7 du CCAG-PI, l'intervention d'un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement déclaré et accepté expose le Titulaire à une retenue sur acomptes couvrant le montant des prestations irrégulièrement sous-traitées.

<sup>5</sup> Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de le maître d'ouvrage public un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant de le maître d'ouvrage public empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-PI relatifs à la résiliation du marché.



La fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Le maître d'ouvrage versera une indemnité de résiliation de 2 % du montant des prestations des tranches affermies non réalisées. Toutes tranches optionnelles non affermies ne donnera lieu à aucune indemnité de résiliation.

## **14.2 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE**

En cas de résiliation prononcée pour l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, et **par dérogation à l'article 41 du CCAG-PI**, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage, est rémunérée avec un abattement de 15%.

La notification du décompte sera faite conformément à l'article 41.5 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

Par ailleurs, en dehors des cas prévus au CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du marché ou refus de paiement des pénalités de retard sans motif valable à l'appréciation du maître d'ouvrage.

## **14.3 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

**Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI**, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, de 2% du montant de la tranche affermie, diminué du montant des prestations exécutées et admises de ladite tranche.

## **14.4 ARRET D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## **Article 15 ASSURANCE**

**Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI**, le Titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation ou au plus tard lors de la demande des pièces prévues aux articles R2143-6 et suivants, R2143-11 et suivants et R2144-1 et suivants du CCP, , au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers et des TAAF, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

## **Article 16 FORCE MAJEURE**

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre du marché qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

La Partie affectée par une Force Majeure en informera l'autre immédiatement par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Les événements de Force Majeure frappant l'une ou l'autre des Parties, auront un effet suspensif sur le cours du présent marché.

Ces cas de force majeure ne donnent lieu à aucune indemnité des deux parties.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs, sous réserve du respect des dispositions du Code de la commande publique.

Si aucun accord n'était possible, chaque Partie serait en droit de résilier le marché, sous réserve du préavis de quinze (15) jours, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite adressée à l'autre Partie en lettre recommandée avec accusé de réception postal ou électronique.

Au jour de la prise d'effet de la résiliation, les sommes d'ores et déjà encaissées par le Titulaire lui resteront acquises. De la même manière, les sommes correspondants aux factures déjà émises mais non payées, seront dues au Titulaire.

## **Article 17 CLAUSES DIVERSES**

### **17.1 LANGUE ET UNITE MONETAIRE**

L'unité monétaire de règlement du présent marché est l'Euro.

Tous les documents écrits remis par le Titulaire doivent être rédigés en langue française. De même, l'ensemble des documents techniques devront faire l'objet d'une retranscrite en langue française par le Titulaire. De manière générale, l'ensemble des communications écrites ou orales s'effectue en français.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français par un traducteur assermenté. A défaut, le document ne pourra avoir valeur contractuelle.

### **17.2 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution.

En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire s'engage à fournir au maître d'ouvrage, **sans** demande expresse de ce dernier, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Attestation de fournitures des déclarations sociales et de paiement des cotisations (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) – article L 243-15 du code de la Sécurité Sociale.
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5-2° (Titulaire établi ou domicilié en France) ou D.8222-7 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail

Le Titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le Titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse mentionnée à l'article 1.3 ou via la plateforme de dématérialisation du maître d'ouvrage.

### **17.3 NULLITE D'UNE CLAUSE – DIVISIBILITE DU MARCHE**

Dans l'hypothèse où une stipulation du présent contrat serait ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, une telle illicéité, nullité ou inopposabilité ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du présent contrat.

Les TAAF et le Titulaire conviendront néanmoins que dans une telle hypothèse ils négocieront de bonne foi afin de remplacer la stipulation concernée par une nouvelle stipulation valable, opposable et conforme à leur intention initiale.

#### **17.4 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI, et ce notamment si le Titulaire n'est pas en mesure d'assurer une prestation.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par le maître d'ouvrage. Cette décision peut concerner l'ensemble du marché ou de certaines prestations souffrant d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai de quinze (15) jours suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié, pour faute du Titulaire.

#### **17.5 CESSION - NANTISSEMENT**

La notification du marché ne comprend pas d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat. Ce type de document sera délivré sans frais sur demande expresse auprès des TAAF.

Le présent marché ne peut être cédé par le Titulaire sans l'accord exprès du maître d'ouvrage. Le Titulaire doit en informer par écrit ce dernier, au moins deux (2) mois avant la date envisagée de cession, par lettre recommandée avec accusé réception.

Sa demande doit être accompagnée d'un ou plusieurs dossiers établis par le ou les repreneurs potentiels précisant les services cédés et les moyens mis en œuvre pour les assurer, leur engagement à poursuivre l'exécution du contrat dans les conditions prévues initialement.

Le maître d'ouvrage fait connaître sa position au plus tard le mois suivant la réception de la demande accompagnée des dossiers nécessaires.

Si la cession est acceptée par le maître d'ouvrage, le marché fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau Titulaire.

En cas de refus, le maître d'ouvrage pourra, de plein droit sans indemnité à verser au Titulaire, résilier le marché et les prestations restantes non encore exécutés.

#### **17.6 RESPONSABILITE**

D'une manière générale, le Titulaire assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Le Titulaire est responsable de plein droit à l'égard du maître d'ouvrage public de la bonne exécution des obligations résultant du marché, que ces obligations soient à exécuter par lui-même ou par des sous-traitants, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci.

Le Titulaire est notamment responsable de tout matériel ou accessoire détérioré ou cassé par son personnel, ou de quelque autre dégradation commise par celui-ci. Le Titulaire assume la totalité du coût de remise en état, du remplacement nécessaire (fourniture et pose) ainsi que les éventuels frais d'immobilisation ou de mise en œuvre de moyen pour assurer la continuité de service.

L'ensemble du personnel du Titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstances, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés.

17.7 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Cet article est applicable dès lors que le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques. Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG-PI et des articles R2142-19 à 27 du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement conjoint d'entreprises, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement<sup>6</sup>.

Article 18 ATTRIBUTION DE COMPETENCES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les contestations qui peuvent naître entre le maître d'ouvrage et le Titulaire au sujet du présent marché seront portées devant le Tribunal Administratif de la Réunion, à défaut d'avoir pu parvenir à un accord amiable (les Parties pourront pour cela saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent).

Article 19 DEROGATIONS AU CCAG-PI

Le présent document déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS :

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG-PI	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
3.3	13.3.2
4.1	4.1
5	3.1.2
6.2	3.8.2 et 3.8.3
8.1	28.2, 28.3, 28.4 et 28.5
9.2	35.3.1
10.5.2	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
14.2	41
14.3	40
15	9

Toutes les stipulations du CCAG-PI non contredites par les stipulations du présent document sont applicables au présent contrat.

<sup>6</sup> Les articles du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du Titulaire et les autres cas de résiliation peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.